

AUTOROUTES A4/A86 : UN ESSAI A TRANSFORMER !

La concertation relative à l'aménagement du tronç commun A4-A86 s'est achevée le 20 décembre. Sans être parfaite, cette concertation pourrait servir de modèle à beaucoup d'autres, dont celles organisées par notre Municipalité. Le mérite en revient à la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), autorité indépendante qui a supervisé les débats et leur synthèse, à la place de la Direction Régionale de l'Équipement, partie prenante à laquelle Joinville s'est tant opposée autrefois. Le rapport du « Monsieur Loyal » désigné par la CNDP a été rendu le 17 janvier. Globalement, il restitue fidèlement les points de vue échangés, soulignant bien le rejet catégorique de la variante A, qui impliquait un élargissement, et le besoin d'amender la variante B, notamment pour obtenir les meilleures protections phoniques possibles en n'implantant pas de nouvelles piles en Marne ou dans le petit bras de Polangis.

Au delà du parti pris consistant à retranscrire des propos sans mention de leurs auteurs, même lorsque ceux-ci représentaient un groupe, je regrette dans ce rapport quelques formulations malheureuses si elles étaient tirées de leur contexte. Mais je me réjouis surtout que le dialogue et la raison l'aient emporté à Joinville, des positions initialement assez différentes s'étant rapprochées. Et nous n'aurons sans doute pas à faire le choix entre l'esthétique et des protections phoniques correctes (60 dBa en moyenne de jour, 55 dBa de nuit), les deux s'avérant compatibles à Joinville.

Le grand hic, c'est que cette concertation n'engage l'administration à rien. Le Gouvernement (celui-ci ou le suivant) peut très bien décider de faire passer en force la variante A ! Nous n'avons donc gagné qu'une première partie, le choix du projet nous échappe complètement, et la seconde partie se jouera lors de l'enquête publique qui reste à planifier.

Alors que les experts mandatés par l'ONU viennent de rendre leur nouveau rapport concluant à la quasi-certitude de la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique, après un mois de janvier qui fut le plus chaud jamais mesuré, il est grand temps de ne plus encourager l'usage excessif de l'automobile. En cessant d'élargir ces « aspirateurs à bagnoles » que sont les autoroutes, mais sans oublier de développer une offre de transports alternative. Car il ne s'agit pas de culpabiliser le banlieusard moyen et de lui rendre la vie plus difficile, comme certains hauts « responsables » semblent en avoir fait le choix. Les sommes économisées en stoppant la surenchère autoroutière doivent servir à l'investissement dans de nouveaux transports en commun efficaces. Tel est le pari proposé depuis bien longtemps par les écologistes de Joinville. Notre commune va-t-elle ouvrir la voie ?

Michel LAVAL